

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 22/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORTEC Générale de Dépollution - OGD

550 Rue Berthier Parc de Pichaury
BP 348000
13799 Aix-En-Provence

Références : D-2026-0037
Code AIOT : 0006402012

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2025 dans l'établissement ORTEC Générale de Dépollution - OGD implanté LE CLOS DE SENEGUIER CD 19 13680 Lançon-Provence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

PPC

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORTEC Générale de Dépollution - OGD
- LE CLOS DE SENEGUIER CD 19 13680 Lançon-Provence
- Code AIOT : 0006402012
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Traitement par biopile de terres polluées et broyage, criblage de minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Mesures retombés de poussières	Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 39	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	VLE Rejet atmosphérique du Biofiltre	Arrêté Préfectoral du 06/10/2011, article 3.2.3	Sans objet
2	Valeurs limites rejets eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 06/10/2011, article 4.3.8.4	Sans objet
3	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 06/10/2011, article 4.3.9.2	Sans objet
4	Mesures acoustiques	Arrêté Préfectoral du 06/10/2011, article 9.2.3	Sans objet
5	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Sans objet
6	Traçabilité.	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rejets du site, qu'ils soient atmosphériques ou d'eaux au milieu naturel, font tous l'objet d'une autosurveillance. Les valeurs limites d'émissions sont respectées.

On note, uniquement pour le suivi des poussières relatif à l'activité de broyage criblage de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels, que la surveillance doit être effective sur l'ensemble du site (poste de travail, stockages et zone intermédiaires).

A ce titre, il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 1 mois, un projet de surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières, couvrant l'ensemble des activités de

broyage et criblage et le mettre en œuvre sous 3 mois suite à la signature de ce rapport d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : VLE Rejet atmosphérique du Biofiltre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2011, article 3.2.3	
Thème(s) : Risques chroniques, Air	
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : + à des conditions normalisées de température (273 kelvins/0°C) et de pression(101,3kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),	
Concentrations instantanées en mg/Nm3	Biofiltres
COV totaux	50 mg/Nm3
Constats : Le bureau d'étude Burgeap intervient chaque année pour contrôler la concentration des composés organiques volatils (COV) issus des rejets atmosphériques diffus du bio-filtre, liés aux biopiles. On constate sur les trois dernières années, les valeurs suivantes : En 2023 au mois de octobre COV ; 0,04 mg/Nm3 En 2024 au mois d' avril COV inférieur à 0,03 mg/Nm3 En 2025 au mois de septembre COV : 3,6 mg/Nm3 Pour information, la composition du bio filtre est changé tous les deux ans. Le dernier changement date de novembre 2024.	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 2 : Valeurs limites rejets eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2011, article 4.3.8.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré,les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Constats :

Chaque année l'exploitant fait réaliser un contrôle des eaux pluviales avant rejet au milieu naturel, pour vérifier la conformité aux valeurs limites d'émissions (VLE).

Au regard des analyses présentées, on ne constate aucun dépassement des VLE sur les 3 dernières années.

Pour information :

- 2023 prélèvement du 10/01/2023 pour un volume rejeté de 1575 m3
- 2024 prélèvement du 24/05/2024 pour un volume rejeté de 1659 m3
- 2025 prélèvement du 18/03/2025 pour un volume rejeté de 1220 m3

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2011, article 4.3.9.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraine

Prescription contrôlée :

Sur chacun des piézomètres de l'installation il est procédé le suivi ci-dessous :

paramètres	fréquence
Niveau, DCO, MES et HCT,	semestrielle
Niveau, DCO, MES, HCT, BTEX, HAP , Organohalogénés, PCB et Métaux totaux	Tous les ans

Constats :

L'exploitant suit la qualité des eaux souterraines à l'aide d'un réseau de piézomètres :
1 piézomètre amont de référence et 3 piézomètres en aval de l'installation.

L'exploitant réalise 4 campagnes par an de prélèvements et d'analyses.

Au regard des résultats d'analyses, on ne constate pas d'évolution de la qualité des eaux souterraines indiquant une pollution résultant de l'activité sur le site.

On constate une persistance d'un niveau notable des concentrations en chlorure et ammonium, sur le PZ4, qui s'explique par la proximité d'une ancienne décharge juxtaposée à l'installation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2011, article 9.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique doit être effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix est communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle est effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.
Constats : La dernière mesure de la situation acoustique réalisée par le bureau d'étude Dekra, date du 05 février 2024. Au regard du rapport d'intervention, on constate le respect des valeurs limite d'exposition au bruit, aussi bien aux limites de l'installation que dans la zone à émergence réglementée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie
Prescription contrôlée : Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela. Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours. En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas « aux » petits îlots.
Constats : <div style="border: 1px solid black; padding: 10px;"> L'exploitant stocke sur le site du compost ou du broyat de végétaux nécessaires dans le procédé de traitement des terres par biopiles. Ces végétaux sont indispensables dans la constitution de la matrice du biofiltre. Ces végétaux co-produits de type matière végétale, engrais organique ou minéral sont stockés </div>

Ces végétaux co-produits de type matière végétale, engrais organique ou minéral sont stockés dans 4 box (des box composés par des murs sur 3 cotés).

Au regard des volumes stockés, seulement 1 box présente un volume supérieur à 30 m³.

L'exploitant fait observer qu'il ne considère pas ces co-produits comme des déchets combustibles, étant donné qu'ils ont été achetés. A ce titre l'exploitant a transmis pour justification des exemples de factures et les registres correspondants.

De plus, on constate lors de la mise à jour de l'étude de danger, en 2020, une étude des flux thermique pour ce stockage. On observe qu'aucun flux ne dépasse des limites de propriétés et ne peut engendrer d'effet domino.

En conséquence l'exploitant n'est pas soumis à cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Traçabilité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10

Thème(s) : Situation administrative, Stockage

Prescription contrôlée :

En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. « Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. » L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident,

accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.
Constats : L'exploitant tient un registre hebdomadaire des quantités stockés sur le site par différence des pesées entre les déchets entrants et les déchets sortants. Un plan est lié à ce registre, indiquant la localisation des stocks et leurs quantités.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesures retombés de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : « L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.» Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.« Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement.» Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.
Constats : L'exploitant dispose d'un réseau de surveillance de retombées de poussière, composé de 5 jauges. La dernière campagne de mesure date du 19/02/2025 au 16/03/2025. Les points 1, 2, 3, 4 et 5 laissent apparaître des retombées inférieures à 200 mg/jour/m2 ces zones sont considérées comme faiblement impactées. Ce réseau, bien que disposé en partie sur l'installation est lié historiquement à la proximité de l'installation de stockage d'inertes juxtaposant l'installation de traitement mais ne couvre pas la totalité du site pour l'activité de broyage, criblage du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre sous 1 mois, un projet de surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières, couvrant l'ensemble des activités de broyage et criblage et le mettre en œuvre sous 3 mois suite à la signature de ce rapport d'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois